

Brochure n° 3042

Conventions collectives nationales

**ÉQUIPEMENTS THERMIQUES**

IDCC : 998. – **Exploitation d'équipements thermiques  
et de génie climatique**

**(Ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise)**

IDCC : 1256. – **Entreprises de gestion d'équipements thermiques et de climatisation  
(Cadres, ingénieurs et assimilés)**

---

ACCORD DU 26 JUIN 2014

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES ANNUELLES

PROFESSIONNELLES GARANTIES AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2014

NOR : ASET1451064M

IDCC : 1256

---

Entre :

La FEDENE,

D'une part, et

La FNCB CFDT ;

La FCMTE CFTC ;

Le SNCH CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale des cadres, ingénieurs et assimilés des entreprises de gestion d'équipements thermiques et de climatisation.

**Article 2**

*Valeur du point*

La valeur du point est portée à 35,80 € au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Article 3**

*Rémunérations minimales annuelles professionnelles garanties*

Les rémunérations minimales annuelles professionnelles garanties sont portées à :

*(Voir tableau page suivante.)*

(En euros.)

COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale annuelle
60	26 420
68	29 943
75	33 025
80	35 227
90	39 631
95	41 832
105	46 236
115	50 639
120	52 841
140	61 648
160	70 454
180	79 261

#### **Article 4**

##### *Egalité professionnelle*

Les parties signataires réaffirment leur volonté de voir s'appliquer effectivement le principe de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes conformément aux dispositions de l'article 37 de la convention collective des cadres. Elles considèrent que le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique de l'égalité professionnelle et contribue largement à favoriser la mixité des emplois.

C'est dans cet objectif qu'une analyse de l'évolution des salaires entre les femmes et les hommes est réalisée à travers le rapport annuel de branche lors de l'ouverture des négociations sur les salaires conventionnels chaque année.

#### **Article 5**

##### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent accord prennent effet le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

#### **Article 6**

##### *Dépôt et publicité*

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 26 juin 2014.

(Suivent les signatures.)